

PREFECTURE DE LA CHARENTE

ARRÊTÉ

approuvant le plan de prévention du risque inondation (PPRI)
de la vallée de la Vienne

Le préfet de la Charente,
Chevalier de la légion d'honneur,
Chevalier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son article L 562-8,

Vu le code de l'urbanisme,

Vu le code de l'expropriation pour cause d'utilité publique, articles R 11-4 à R 11-14,

Vu l'ordonnance 2000-914 du 18 septembre 2000, relative à la partie législative du code de l'environnement, notamment l'article 5-I 24°, 30° et 38°,

Vu la loi n°87-565 du 22 juillet 1987 relative à l'organisation de la sécurité civile, à la protection de la forêt contre l'incendie et à la prévention des risques majeurs, modifiée,

Vu la loi n°92-3 du 3 janvier 1992 sur l'eau, modifiée,

Vu la loi n°95-101 du 2 février 1995 relative au renforcement de la protection de l'environnement, modifiée,

Vu le décret n°95-689 du 5 octobre 1995 relatif aux plans de prévention des risques naturels prévisibles,

Vu la circulaire du 24 janvier 1994 relative à la prévention des inondations et la gestion des zones inondables,

Vu la circulaire du 24 avril 1996 relative aux dispositions applicables au bâti et ouvrages existants en zones inondables,

Vu l'arrêté préfectoral du 20 décembre 2000, prescrivant l'établissement d'un plan de prévention du risque inondation de la vallée de la Vienne, sur le territoire des communes d'Étagnac, Chassenon, Chabanais, Exideuil sur Vienne, Chirac, Manot, Saint Maurice des Lions, Ansac sur Vienne, Confolens, Esse, Saint Germain de Confolens, Lessac et Abzac ,

Vu l'arrêté préfectoral du 10 avril 2003 prescrivant la mise à enquête publique du PPRI susvisé,

Vu l'avis des conseils municipaux des communes de Chassenon, Chabanais, Confolens, Chirac et Ansac sur Vienne,

Vu l'avis de M. le sous-préfet de Confolens en date du 23 juillet 2003,

Vu le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur en date du 3 juillet 2003,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture,

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Le plan de prévention du risque inondation de la vallée de la Vienne est approuvé.

ARTICLE 2 : Le périmètre du PPRI de la vallée de la Vienne est constitué du territoire des communes d'Étagnac, Chassenon, Chabonais, Exideuil sur Vienne, Chirac, Manot, Saint Maurice des Lions, Ansac sur Vienne, Confolens, Esse, Saint Germain de Confolens, Lessac et Abzac .

ARTICLE 3 : Ce plan de prévention du risque inondation vaut servitude d'utilité publique et doit être annexé aux plans d'occupation des sols (ou plan local d'urbanisme), conformément aux dispositions de l'article R 126-1 du code de l'urbanisme, (article 40-4 de la loi n°87-565 du 22 juillet 1987, modifiée).

ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture.

Mention en sera également faite dans deux journaux locaux ou régionaux diffusés dans le département, à savoir « La Charente Libre » et « Sud-Ouest ».

En outre, une ampliation sera affichée dans les mairies des communes citées à l'article 2, pendant une durée minimum d'un mois.

ARTICLE 5 : Les documents relatifs aux prescriptions rendues ainsi opposables sont tenus à la disposition du public en mairies, à la sous-préfecture de Confolens, à la préfecture (bureau de l'urbanisme et de l'environnement) et à la direction départementale de l'équipement (service de l'urbanisme et de l'habitat).

ARTICLE 6 : La présente décision peut faire l'objet, dans un délai de 2 mois, à compter de sa publication :

soit d'un recours administratif (gracieux devant le préfet ou hiérarchique devant le ministre concerné)

soit d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Poitiers.

Le recours contentieux peut être précédé d'un seul recours administratif et n'a pas d'effet suspensif.

ARTICLE 7 : Le secrétaire général de la préfecture, le sous-préfet de Confolens, les maires des communes d'Étagnac, Chassenon, Chabonais, Exideuil sur Vienne, Chirac, Manot, Saint Maurice des Lions, Ansac sur Vienne, Confolens, Esse, Saint Germain de Confolens, Lessac et Abzac et le directeur départemental de l'équipement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Angoulême, le 29 août 2003

Le préfet,

signé

Jacques Gérault

Pour ampliation,
Le chef de bureau délégué,


André Crétois